



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement
Forage au lieu-dit « les Landes »
sur la commune de CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE (53)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2025/SGAR/DREAL/1 du 8 janvier 2025 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2025/DREAL/N° SDR-25-AG-01 du 14 janvier 2025 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°001084 relative à la création d'un forage au lieu-dit Les Landes, sur la commune d'Azé, commune déléguée de Château-Gontier-sur-Mayenne, déposée par la SCI La Pelleterie, représentée par M. Serge RACINEUX, et considérée complète le 11 février 2025 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- ☐ qui relève de la rubrique n°27a de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du Code de l'environnement « forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres » ;
- ☐ qui consiste à créer :

- un forage pour l'arrosage de jardins sur un site de loisirs ;
- cet ouvrage, d'une profondeur probablement supérieure à 50 m, prévoit d'exploiter la masse d'eau du bassin versant de la Mayenne (FRGG016) et la nappe du « Socle plutonique dans les bassins versants de la Mayenne de sa source à la Vieille Maine (non inclus), l'Ernée, l'Aron » (179AA01) selon le référentiel LISA (SIGES Bretagne) ;
- les prélèvements sont estimés à un volume de 50 m³/an, avec un débit maximum de 2 m³/h ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- au lieu-dit Les Landes sur la commune d'Azé ;
- en dehors de tout périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;
- à environ 58 m d'une zone humide identifiée (hydromorphie 5) selon la carte pédologique du Conseil départemental de la Mayenne, à 170 m d'un cours d'eau et à 25 m d'un étang ;
- à environ 4 km de la zone industrielle Bellitourne à Château-Gontier-sur-Mayenne ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- le projet se situe à près de 35 m de tout bâtiment agricole et de toute source de pollution. Un cabanon de loisir (matériel de pêche, barbecue) figure à environ 25 m du projet. La sécurité sanitaire du forage sera assurée par la mise en place d'une cimentation de la tête sur une profondeur de 10 m, d'une tête de protection (buse, dalle de propreté, capot cadenassé), et d'un périmètre de 50 m de rayon autour du forage au sein duquel l'épandage sera interdit ;
- l'aire d'alimentation théorique du projet a un rayon maximum estimé de 16 m. Sa zone d'influence théorique a un rayon estimé de 12 m, au-delà duquel le rabattement théorique journalier de la nappe devient nul. L'effet de drainance le long de la zone humide, du cours d'eau et du plan d'eau, sera surveillé pendant les essais de pompage par la mise en place de piézomètres courts. Dans le cas où ces derniers indiquent un impact sur les milieux humides, le forage sera rebouché ou son débit adapté pour protéger ce niveau humide ;
- une pollution des eaux souterraines en Composés Organiques Halogénés Volatils (Trichloroéthylène et Tétrachloroéthylène) est avérée au droit de la zone industrielle de Bellitourne. Le projet ne permet pas de justifier de l'absence de risque sanitaire lié à la qualité des eaux susceptibles d'être pompées et leur éventuelle pollution en Trichloroéthylène et Tétrachloroéthylène, notamment au regard du sens d'écoulement de la nappe d'eau souterraine concernée ;
- le projet devra faire l'objet d'un dossier au titre de la loi sur l'eau, conformément aux dispositions de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, de nature à prendre en compte ses impacts potentiels en matière de gestion de l'eau. Un changement de bénéficiaire concernant l'autorisation du plan d'eau sera demandé (actuellement enregistré sous n° cascade 53 1997 00074) ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, est de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de création d'un forage au lieu-dit Les Landes sur la commune de Château-Gontier-sur-Mayenne, est soumis à étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

L'étude d'impact aura vocation notamment à permettre l'évaluation des risques sanitaires des prélèvements d'eau projetés au regard de la présence d'eaux souterraines polluées en COHV (Trichloroéthylène et Tétrachloroéthylène) au droit de la zone industrielle Bellitourne. Elle devra justifier les choix opérés et les mesures proportionnées de nature à éviter, réduire, voire compenser (démarche ERC) les impacts du projet, en particulier au regard des enjeux évoqués dans les considérants ci-dessus. Par ailleurs, elle aura pour objectifs de restituer et expliciter au public ces éléments et les arbitrages opérés au regard de l'ensemble des enjeux environnementaux.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCI La Pelleterie et publié sur le site Internet suivant : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Pays de la Loire>

Fait à Nantes, le 17/03/2025

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des
Territoires et Évaluation (SCTE)

***** *signé* *****

Annaïg LE MEUR

Délais et voies de recours pour les décisions imposant la réalisation d'une étude d'impact
--

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à la réalisation d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux mais doit, sous peine d'irrecevabilité, donner lieu à un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans ce même délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire devront être réalisés à partir du portail de l'évaluation environnementale à l'adresse suivante :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/>

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite rejetant le recours administratif préalable obligatoire.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent :

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette

- CS 24 111 -

44041 NANTES cedex 1

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours ou Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr.